

Gustave BARTH

St. Germain-en-Laye, le 4 juillet 2008

Alphacom (centre d'affaires)
10, rue des Gaudines
78100

St. Germain-en-Laye

Tél : 01 3087 3353

Fax : 01 3087 3299

| | DEST | COPIE |
|-----|------|-------|
| PR | | X |
| CL | | |
| D3 | | X |
| DGA | | |
| SAR | | |
| SJ | | |
| SI | | |
| SOR | | X |
| SFM | | |
| SEP | | |
| COM | | |
| SHD | | |
| SRP | | |

Monsieur Paul CHAMPSAUR

Président

Autorité de régulation des communications
électroniques et des postes

ARCEP : A0803151



07/07/2008

Monsieur le Président,

La consultation que vous avez lancée le 13 juin étant censée être large, je me permets d'y répondre à titre individuel. J'ai observé au plan international l'évolution du secteur des communications mobiles depuis une vingtaine d'années – certes de façon non exhaustive – en partie au cours d'une carrière consacrée à l'informatique et aux télécommunications. Je crois que ma modeste et brève contribution ci-après sera différente de la grande majorité de celles que vous recevrez et qu'elle peut apporter des éléments de réflexion pertinents, même si c'est à la marge, à ceux qui auront à décider en France du sort des fréquences dites « de la 4^{ème} licence UMTS ».

Depuis les attributions tumultueuses de telles licences au début de la décennie en Europe, les questions de gestion de fréquences dans un contexte (plus ou moins) mobile ont repris le devant de la scène dans de nombreux Etats du monde développé. Parmi les raisons majeures de cet intérêt, il y a évidemment le « large bande » - ou le « très haut débit » - voulu accessible au-delà des *happy few* : promis depuis longtemps, ces services et dispositifs sont maintenant sur le point de bénéficier de technologies leur permettant d'être offerts à moyen terme à une échelle significative et dans des conditions favorables.

De nouvelles licences ou blocs de fréquences ont ainsi été attribués dans diverses bandes selon diverses modalités, ou ils vont l'être bientôt; un autre objectif important des autorités étant souvent l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché, tant pour favoriser la concurrence et l'innovation que pour améliorer la couverture. S'agissant des modalités, c'est la méthode des enchères qui paraît s'imposer ; certains Etats qui y étaient fermement opposés lors de l'attribution des licences 2G ou des premières licences UMTS, y ont plus récemment fait appel. Nos principaux voisins en planifient d'importantes, surtout pour 2009.

On peut difficilement tirer des enseignements des quelques enchères tenues en Europe récemment – disons en 2007/2008 – car elles l'ont été dans des contextes variés et ayant peu de rapport avec la problématique maintenant posée en France. Sauf qu'elles ont mis en évidence un intérêt considérable pour de nouvelles tranches de spectre, y compris de la part d'entités diverses au-delà des opérateurs établis ; et que lorsque les enchères étaient ouvertes et se déroulaient dans la clarté, la valorisation des fréquences qui en résultait pouvait s'avérer étonnamment élevée.¹

¹ L'équivalent de 227 millions d'Euros pour la bande des 2,6 GHz en mai dernier en Suède, un pays de 9 millions d'habitants.

Copie à JN, JRD + LB
Copie scannée à LB

Mais je voudrais ici attirer l'attention sur une attribution en cours outre-Atlantique dans la bande des 2,1 GHz². *Industrie Canada* conduit en effet depuis le 27 mai une vente aux enchères de 90 MHz³ dite *AWS*, à l'image de l'*AWS Auction* tenue par la FCC durant l'été 2006. Il s'agit d'attribuer 292 licences réparties sur 73 zones de service. Aujourd'hui, 4 juillet, dix-sept soumissionnaires sont toujours en lice et près de 4,2 milliards de \$ canadiens (équivalant à pratiquement autant de \$ américains⁴) sont atteints. C'est un montant impressionnant même à côté des 19 milliards de dollars produits – en tant que « dividende numérique » – par la cession dans la bande des 700 MHz par la FCC en mars dernier.

Le Canada a évidemment peu en commun avec la France : une population inférieure de moitié répartie sur un territoire immense (encore que 90% des canadiens résident à moins de 160 km de la frontière Sud et occupent ainsi moins de 1,5 millions de km²). Pourtant, quelques observations y paraissent pertinentes :

- (a) Seuls trois opérateurs y exploitent - chacun de longue date - le marché des communications mobiles⁵, et ceci à l'échelle nationale ; la concurrence y est jugée insuffisante. Afin d'éviter que ces trois colosses n'y dominent les enchères, les autorités canadiennes réservent 40% du spectre en jeu aux nouveaux entrants. Aujourd'hui, 4 juillet, les enchères cumulées des trois opérateurs en place représentent 60,2 % du total (un pourcentage qui se trouvait légèrement sous les 60% depuis des semaines).
- (b) Dans ce domaine comme dans d'autres, le Canada craint d'être envahi notamment par des géants basés aux Etats-Unis. C'est pourquoi uniquement des soumissionnaires contrôlés par des canadiens sont autorisés à participer aux enchères. Cela n'empêche nullement l'apport de capitaux étrangers significatifs.
- (c) Les licences en cours d'attribution pour une durée de 10 ans sont de 20, de 10 ou de 5 MHz. Il n'y a que 14 licences de 5 MHz et leur modeste valorisation peut tenir autant à leur positionnement géographique qu'à leur faible poids spectral.

Egalement intéressante dans le contexte qui nous occupe, est l'intention tout récemment exprimée par la FCC d'attribuer une licence nationale de 25 MHz dans la bande des 2,1 GHz⁶ sous le nom de *AWS-3*; intention qui a donné lieu à une tentative de valorisation par un centre indépendant⁷. Dérivée des résultats d'enchères récentes (2006-2008) par la FCC, la valeur estimée de ces fréquences « hors obligations restrictives » est de 2,8 Milliards de \$, montant somme toute modeste à côté de celui atteint par la cession en cours au Canada, pays qui a une population neuf fois moindre.

² Dans sa version Nord-Américaine : 1710 – 1755 / 2110 – 2155 MHz.

³ La quantité totale de spectre en jeu est en fait de 105 MHz car dans cette même vente aux enchères sont intégrés un bloc *PCS* de 2 x 5 MHz (dans la bande des 1,9 GHz) et un autre bloc de 5 MHz (dans la bande de 1,6 GHz).

⁴ A cette même date, le \$ canadien valait 0,98 \$ américain

⁵ Terrestres

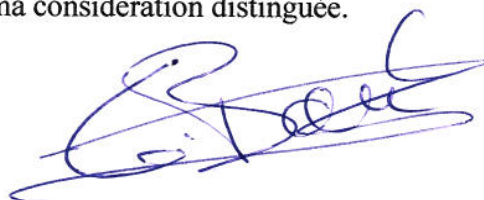
⁶ 2155-2180 MHz

⁷ *Calculating the value of unencumbered AWS-3 spectrum* - Texte publié le 25 juin 2008 par le *Phoenix Center for Advanced Legal & Economic Public Policy Studies*. L'étude précise l'intervalle de confiance à 90% de cette estimation: 1,5 – 5,3 milliards de\$.

Sur la base de ce qui précède et d'autres observations, je me permets de faire à l'Autorité les suggestions suivantes :

1. Examiner avec quelques **industriels** « leaders » du secteur des infrastructures⁸ pour communications mobiles – pris séparément - la question suivante : dans une perspective *HSDPA / LTE*, un opérateur nouvel entrant en France pourrait-il dans de bonnes conditions exploiter moins de 5 MHz à l'échelle nationale⁹ ? Si la réponse s'avère positive, jusqu'à trois nouveaux entrants dans la bande des 2,1 GHz pourraient être envisagés. Si elle s'avère négative, il paraît peu approprié de scinder les 14,8 MHz disponibles en « blocs », à moins que l'objectif soit de donner plus de « confort spectral » aux opérateurs établis. (Il est à noter qu'un groupement d'industriels impliqués dans *LTE* aurait récemment fait savoir que les systèmes de ce type peuvent s'accommoder de bandes comprises entre 1,25 et 20 MHz ; mais une telle déclaration peut s'interpréter de diverses façons).
2. En supposant que la France ait besoin de nouveaux entrants (ce dont beaucoup sont convaincus), approfondir la question de savoir si, spécifiquement dans la bande des 2,1 GHz, ce serait avant tout pour introduire plus de concurrence dans l'offre de service de base ; ou pour se concentrer sur l'accès à *internet* à haut débit. Concernant les services de base, les études disponibles sur le niveau des tarifs en France comparé à celui chez nos voisins paraissent fournir des conclusions contradictoires. De plus, sachant que les opérateurs britanniques et allemands, notamment, ont payé des montants gigantesques¹⁰ pour leur licence UMTS, certes il y a huit ans, les tarifs en France devraient en toute logique être significativement inférieurs à ce qu'ils sont dans ces deux pays.
3. Faire reconnaître par les pouvoirs publics que les services mobiles contribuent plus ou moins à l'économie nationale selon leur nature. Pour de nombreuses entreprises, institutions et d'autres acteurs, l'accès efficace à de l'information, en situation de (plus ou moins grande) mobilité, est un outil indubitable de productivité. Il n'est pas certain qu'il en soit de même pour la « TV-mobile » ou pour diverses formes d'échanges vidéo. Ces considérations jouent évidemment sur les capacités requises.

Je vous remercie pour votre attention et vous prie de croire, Monsieur le Président, à ma considération distinguée.



Gustave BARTH

gustavebarth@globaocal.com

⁸ Au demeurant peu nombreux : Alcatel / Lucent, Ericsson, Nokia / Siemens, Nortel, Motorola, Huawei..... Ce secteur est quasi-totalement mondialisé.

⁹ Ou moins de 10 MHz, ce qui autoriserait un nouvel entrant dans des conditions clairement différentes de celles formellement définies il y a plus de huit ans pour les « licences UMTS ».

¹⁰ L'équivalent de plus de 70 milliards d'Euros pour la dizaine de licences UMTS (au total) attribuées par enchères au Royaume Uni et en Allemagne respectivement au printemps et en été 2000.